

LE 2 OCTOBRE, AMPLIFIONS LA MOBILISATION TOUTES ET TOUS EN GRÈVE



Sourd à la mobilisation massive des 10 et 18 septembre, le pouvoir en place n'entend rien changer à la politique austéritaire, antisociale et écocide des précédents gouvernements. À ce stade peu importe le casting gouvernemental, qui peut changer d'un jour à l'autre, c'est bien Emmanuel Macron qui bloque le pays en n'acceptant aucune concession et en continuant à nommer des pantins illégitimes. Cette obstination dans le déni de démocratie est irresponsable et doit cesser.

Ce pouvoir est en réalité plus fragile que jamais, impuissant à étouffer les revendications de justice sociale et fiscale qui sont en train de gagner la bataille de l'opinion.

C'est bien ce qui fait peur aux véritables commanditaires. Les ultra-riches sont fébriles au point de descendre eux-mêmes dans l'arène médiatique pour prendre le relais des politiques qui ont perdu tout crédit.

Grâce à nos grèves et à la pression populaire, le gouvernement a déjà décidé d'**abandonner son projet de supprimer deux jours fériés** et **suspendu les décrets de doublement des franchises médicales** Mais le compte est loin d'y être avec les coupes sombres pour

les services publics, l'aggravation des injustices, la disette pour les salaires, comme le maintien de la contre-réforme des retraites, pour ne citer que quelques exemples. De nombreuses revendications de l'intersyndicale et de la population sont encore à obtenir.

C'est donc maintenant qu'il faut accélérer, le mouvement social doit encore s'amplifier pour imposer les priorités de la population :

-  Augmenter les salaires pour vivre dignement de son travail et abroger la réforme des retraites passée en force ;
-  Financer nos services publics notamment par une vraie justice fiscale avec la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, le rétablissement de l'ISF, une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu ;
-  Arrêter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique et embaucher par concours à la hauteur de nos missions ;
-  Stopper les licenciements pour protéger nos emplois et nos industries avec une transition environnementale ;
-  Protéger notre Sécurité sociale pour tous les aléas de la vie ;
-  Arrêter les 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises, , financer nos services publics sur tout le territoire et rendre à nouveau attractive la Fonction publique.

Le 2 octobre peut être un tournant : c'est en amplifiant la mobilisation que nous pourrons obtenir des avancées, imposer enfin la justice fiscale, sociale et environnementale.

Réunissons nous sous toutes les formes possibles, dans l'unité syndicale la plus large possible, pour organiser la riposte, débattre et décider de la grève, du blocage des activités, de la reconduction du processus de mobilisations pour l'inscrire dans la durée.

Toutes et tous en grève et dans la rue le 2 octobre